

## 81<sup>me</sup> Congrès de l'Assemblée des Départements de France

Séance d'ouverture jeudi 20 octobre 2011

### Intervention de Claudy LEBRETON, Président de l'ADF

---

Monsieur le Président du Conseil général du Doubs, cher Claude,  
Mesdames et Messieurs les Présidents de Conseils généraux, Mes chers collègues,  
Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord remercier notre collègue, Claude JEANNEROT, qui nous accueille à Besançon dans ce très beau département du Doubs, patrie de Victor HUGO, de Gustave COURBET, des Frères LUMIÈRE, et de tant d'hommes et de femmes remarquables.

En votre nom, je le remercie aussi les membres de l'Assemblée départementale du Doubs, et l'ensemble de ses collaborateurs qui ont préparé activement ce 81<sup>ème</sup> congrès en étroite relation avec les services de l'ADF.

Je fais ces remerciements d'autant plus volontiers que je sais combien un tel accueil est une tâche difficile pour un département, qui met tout en œuvre pour qu'il soit réussi et que vous soyez satisfaits.

Je ne doute pas que nous allons vivre un bon Congrès de l'ADF, riche de confrontations intellectuelles, d'échanges politiques, de synthèses possibles, en une période si particulière.

Je ne peux pas commencer mon intervention à ce Congrès sans évoquer la situation très critique du plus jeune département de France Mayotte.

J'y étais il y a quelques semaines avec le nouveau président, le benjamin de notre assemblée, Daniel ZAIDANI.

La situation de Mayotte est préoccupante. Ce département d'outremer n'a pas besoin de plus d'Etat, mais de mieux d'Etat. D'un Etat respectueux de ses engagements, laissant aux collectivités l'autonomie et la liberté qu'elles réclament.

Notre collègue devait être parmi, je voudrais au nom de notre assemblée lui apporter notre soutien fraternel et amical.

## **2004**

Chers collègues, chers amis,

Permettez-moi un petit retour en arrière et rappelons nous 2004. C'était mon premier congrès comme président de l'ADF. Il s'agissait du congrès de Bordeaux.

Comme responsables départementaux nous étions dans un contexte financier favorable à l'exercice de nos responsabilités.

A cette époque, les moyens des départements étaient à la mesure de leurs ambitions. Les recettes fiscales des départements représentaient 35% de leurs recettes. Les droits de mutations étaient en forte croissance, la taxe professionnelle progressait chaque année, malgré les inégalités territoriales, nos investissements se développaient largement. Ils soutenaient l'activité économique de nos territoires.

Même le transfert du RMI en décembre 2003 et les lois RAFFARIN nous les avons acceptés car ils confortaient les départements pensions-nous.

## **7 années après, nous sommes réunis à Besançon, dans le Doubs.**

La crise financière de 2008 est passée par là.

Le discours du président de la République de Toulon a été tenu.

Le rapport BALLADUR a été rendu.

La TP a été supprimée.

La réforme des collectivités locales avec le conseiller territorial a été adoptée de deux voix au Sénat.

Notre pouvoir fiscal a été diminué par deux.

Les DMTO ont montré leur extrême volatilité.

La crise sociale qui touche tous nos territoires met nos collectivités en première ligne.

Le vieillissement de la population française a des conséquences sur nos budgets bien plus que nous ne l'imaginions et ce d'autant que la réforme de la dépendance a été ajournée.

L'endettement de l'Etat et des ménages n'a jamais été si important en France et dans de nombreux Etats du monde.

**Nous avons vécu en l'espace de 7 ans le basculement dans un autre monde, celui où une crise multiple domine.**

Car nous avons tous conscience de **l'extrême gravité de la situation dans laquelle se trouve notre pays en Europe, et l'Europe dans le monde.**

Crise financière, budgétaire et économique bien sur. Crise écologique. Crise de la cohésion sociale évidemment.

Le chômage n'est pas la conséquence de la crise, il en est surtout la cause.

Ce contexte de crises pèse sur nos collectivités, sur nos décisions, sur notre démocratie.

**Nous sommes aussi – je le crois - face à une crise de confiance, une crise du politique, voire une crise du sens**

**Les inquiétudes des Français se sont largement exprimées** dans les urnes, comme dans la rue depuis plusieurs années. Il y a là un terreau de préoccupations essentiellement concentrées sur l'injustice et sur un sentiment d'abandon.

La dimension de cette crise, nous oblige – plus que jamais - à faire comprendre à nos concitoyens le sens de nos engagements et de nos actions. Nous devons leur dire clairement

notre stratégie, nos objectifs et les choix que nous faisons pour rétablir et assurer la cohésion sociale et la participation démocratique.

Pour ce faire, nous devons rester fidèles à notre conception de la décentralisation, en avançant vers notre horizon commun, la responsabilité des acteurs, l'autonomie de la décision.

La majorité de nos concitoyens est acquise à l'idée que l'action publique locale répond mieux à leur attente, mais le doute commence à s'immiscer là aussi. Ne les décevons pas.

Nous avons en effet, nous, élus locaux, la responsabilité, à notre niveau, de redonner confiance en la politique, de redonner sens à l'action publique, parce que nous sommes le premier contact, le premier lien avec la Politique, avec la Démocratie.

### **Or, aujourd'hui nous sommes à la fin d'un cycle et début d'un autre**

Cher(s) amis,

**Nous sommes entrés dans un nouveau cycle politique** : celui du débat national.

En effet, avec les élections sénatoriales, nous venons de clore un premier cycle, celui de la démocratie locale. Municipales de 2008, régionales de 2010, départementales de 2008 et 2011, sénatoriales de 2008 et donc 2011, l'ensemble de nos collectivités territoriales ainsi que la Haute-Assemblée, auront été renouvelées.

Ce cycle local a été marqué par l'expression d'un véritable attachement de nos concitoyens à leurs collectivités et aux services publics de proximité. La participation à ces élections ne se dément pas.

Ce cycle de la démocratie locale a été marqué aussi par une **très forte poussée de la gauche** et surtout par un message clair : admettre enfin la pleine responsabilité des territoires, de

leurs élus et de leurs administrations. A toutes ces échéances, nous avons entendu la colère profonde des territoires, des hommes et des femmes qui y vivent et qui se sentent, stigmatisés, désorientés, peut-être aussi abandonnés face à leurs difficultés. Nous avons aussi entendu, souvent, le désarroi des élus locaux.

**Après ce temps de la démocratie locale, s'ouvre le temps des échéances nationales, celle nous confère une triple responsabilité.**

**Cette responsabilité elle est historique**, parce que, comme je le disais, le cycle local a laissé sa place à l'enjeu national. Nous devons y participer, nous élus locaux, porteurs de l'efficacité de l'action publique et de notre attachement à l'action publique.

**Cette responsabilité est aussi politique**, parce que les électeurs, depuis 3 ans, expriment un mécontentement, un véritable malaise, un rejet d'orientations dont ils ne veulent pas. Ils soutiennent leurs élus locaux, conscients que leurs engagements sont positifs et participent du lien social.

**Enfin cette responsabilité est morale**, parce que pour répondre à la crise du sens, nous avons le devoir de montrer à nos concitoyens que nous traçons un chemin, celui de la démocratie et de la cohésion sociale.

**C'est pour toutes ces raisons qu'il nous faudra avec lucidité et courage répondre à plusieurs grandes questions au cours de ces deux jours de congrès.**

### **1. Quelle analyse faisons-nous de la situation des finances publiques ?**

La situation des finances est bien connue. L'endettement de nos pays, en Europe ou dans le monde est une ampleur démesurée.

**La situation des finances publiques est alarmante.** La Cour des Comptes d'année en année dresse toujours le même constat. Le déficit de l'Etat a dépassé 112 milliards d'euros en 2010, il atteindra encore près de 100 milliards d'euros en 2011.

Les finances des collectivités locales sont malheureusement devenues les variables d'ajustements. Pire, l'Europe aussi semble faire ce même choix. Ainsi la BCE elle-même encourage les Etats à regarder du côté de leurs collectivités territoriales pour trouver des sources d'économie, au motif que nous ne serions pas de vrais responsables et de bons gestionnaires alors que nous appliquons depuis des années la règle d'or.

Je ne crois pas que ce soit au marché ou aux agences de notation de définir l'organisation territoriale de l'Europe et des Etats européens. C'est un constat que j'ai pu partager avec nos collègues allemands, italiens, hongrois et espagnols, il y a quelques jours à Bruxelles lors des *Open days*.

Là aussi montrons que **l'expérience acquise par les collectivités territoriales dans la maîtrise de leurs dépenses devrait bénéficier à l'Etat** et même à l'Europe !

Dans ce contexte, n'y-a-t-il qu'une réponse ?

Mes chers collègues, je pense qu'il y a des alternatives. Nous pouvons faire d'autres choix, mais encore faut-il que ceux-ci soient présentés et expliqués à nos concitoyens.

## **2. Quel budget départemental serons-nous capable de construire en 2012 et dans les années proches ?**

Le diagnostic de notre situation est posé. Le mal est connu. L'analyse est très souvent partagée.

**Beaucoup de dépenses des départements sont inhérentes à l'état de notre société. Nos collectivités reflètent la situation d'une société qui va mal.** Nos assemblées ne décident pas du nombre de personnes âgées dépendantes, et elles ne décident pas non plus ni du nombre d'allocataires du RSA, ni par exemple du nombre d'enfants qui nous sont confiés par décision des juges.

Chaque année, chers collègues, les dépenses liées aux trois allocations progressent de 800 millions à 1 milliards d'euros. Pourrons-nous continuer longtemps ainsi sans nous interroger et mettre en œuvre un réel financement de ces allocations.

L'alternative est connue : soit nous demandons au gouvernement de reprendre la main sur ces allocations, soit nous trouvons une solution pour assurer le financement pérenne de ces allocations que nous continuons à délivrer. Il nous faut une solution à ce combat juste que nous portons depuis des années.

### **3. Quels liens entre les politiques volontaristes et nos politiques de cohésion sociale ?**

Bien sûr que le cœur de métier des départements est constitué de nos politiques de cohésion sociale.

Bien sûr, les dépenses sociales, l'entretien des routes et des collèges, la sécurité et la masse salariale – indispensables à l'exercice de nos compétences et au vivre ensemble - représentent environ 85 de nos dépenses.

Ces dépenses sont quasiment incompressibles. Or, la progression des dépenses à caractère social a été de presque 8% par an en moyenne depuis 2004, chiffre à rapprocher de l'évolution des dotations d'Etat qui stagnent quand elles ne diminuent pas comme l'annonce le gouvernement cette année.

Pourtant, vous le savez mes chers collègues, la cohésion sociale ne saurait être circonscrite aux seules solidarités. L'emploi, le logement, la culture, le sport, la jeunesse participent largement de notre ambition de construire le vivre ensemble.

Sans ces politiques volontaristes, nos départements ne seraient pas de véritables collectivités territoriales responsables.

#### 4. Devons-nous porter une nouvelle étape de la décentralisation ?

Il faut que nous portions un regard nouveau sur nos territoires pour peser dans le débat national qui va se dérouler dès le début de l'année prochaine.

Devons-nous d'ores et déjà **travailler sur les grandes lignes d'une nouvelle étape, indispensable, de la décentralisation** ? Sachez que nous sommes prêts à participer activement à ce débat important pour l'avenir de nos territoires qui n'ont que trop souffert depuis plusieurs années.

Je proposerai que dans les semaines qui viennent nous écrivions un **manifeste** de la démocratie territoriale qui serait soumis aux candidats aux élections présidentielles, tant pour leur présenter nos propositions que pour entendre les réponses et les engagements des candidats.

#### 5. Quelle stratégie pour aujourd'hui et pour demain ?

Je connais comme vous le bilan de nos rencontres, de nos travaux :

- rappelez-vous le séminaire du Tapis rouge en 2008,
- la plate-forme initiée par Michel DINET que nous avons appelé « *les jours heureux* »,
- la délibération commune du Congrès d'Avignon,
- les propositions en matière de perte d'autonomie,
- notre accord avec les services d'aide à domicile.

L'ADF c'est l'association du **pluralisme politique** assumé et vécu comme un facteur d'enrichissement réciproque et collectif.

**Je le rappelle, toutes nos instances** : commissions, bureau, conférence exécutive, sont des lieux de débats entre élus de convictions différentes qui confrontent leurs idées, se respectent et, au final, travaillent ensemble.

L'ADF c'est donc aussi **une force de proposition et de négociation**. Face au gouvernement, à la majorité parlementaire – celle de l'Assemblée uniquement, désormais -, nous ne voulons pas nous contenter de revendiquer, nous voulons participer aux décisions.

Dans ces conditions, je me permets de vous redire combien je regrette que les négociations avec le gouvernement n'aboutissent pas plus, que la PPL sur le financement des trois allocations ne soit pas reprise par les parlementaires, que le conseil constitutionnel n'ait pas donné droit à nos requêtes et qu'il s'en soit tenu à 2 voix que la réforme des collectivités territoriales n'ait pas été repoussée par le Sénat.

Demain, comment renouveler notre stratégie ?

Cette question doit trouver des réponses lors de ces deux journées de débat entre nous.

## **6. Proposer une nouvelle synthèse.**

Mes Chers collègues, lors de ce 81<sup>ème</sup> Congrès nous aurons donc à aborder des sujets majeurs pour l'avenir de nos collectivités.

Le Département est une collectivité moderne, installée dans l'avenir, porteuse d'innovations, d'expérimentations qui est la garante des solidarités sociales et territoriales. Ce Congrès sera l'occasion de le rappeler.

Je vous propose de participer à une nouvelle donne, pour un nouveau département, inscrit dans une nouvelle politique.

Dans ce schéma, je pense que nous ne sommes pas désespérés, mais lucides ; pas inactifs, mais engagés, pas inquiets mais déterminés.

Avec vous je veux aller plus loin par notre pays et nos départements.

Je vous invite donc à débattre, à faire preuve de volontarisme et de dynamisme, à ne pas garder vos convictions pour vous.

Mais je vous invite aussi au respect dans vos échanges. Le Doubs est la patrie de Charles FOURIER dont vous connaissez la quête pour une harmonie universelle. Mon ambition sera plus modeste mais toute aussi importante : la convergence des départements.

Le Président du Sénat rappellera demain sa proposition de la tenue d'états généraux des élus locaux. Mes chers collègues, je vous propose de nous inscrire dans cette démarche pour défendre nos intérêts mais surtout pour affirmer la force des départements, leur singularité, la qualité de nos politiques de proximité, notre place centrale dans la construction du vivre ensemble dans des départements véritables territoires d'avenir.